Trimestriel N°5 — Septembre 2021

# CAMARADE !

## Par et pour les jeunes syndicalistes

## SOMMAIRE


### DOSSIER THÉMATIQUE

2 Régularisation, maintenant !

3 L'École des Solidarités

5 100PAP

6 « Avec tous les sans »

### EN RÉGIONALES

6 Entretien à l'Occupation de la Gécamines

8 #DefendKurdistan

8 Le projet « Friskot » de Liège

### CONTRIBUTION EXTERNE

9 Avec ou sans papiers, mêmes combats !

### SECRÉTARIAT

10 Chope tes allocs !

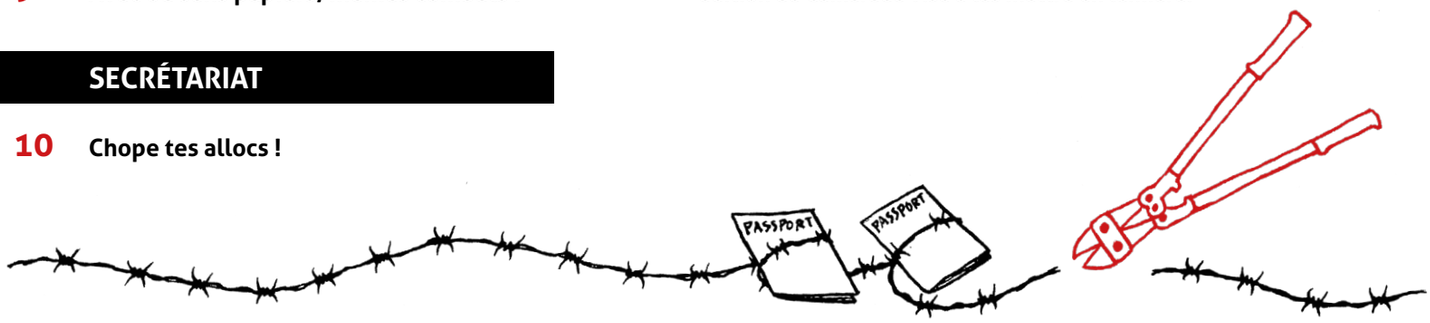

# Édito Septembre 2021

**Catherine OPALINSKI // Coordinatrice des Jeunes FGTB**

**Les personnes sans-papiers ne sont pas des fantômes. Les politiques tentent de les invisibiliser mais elles sont bien là, parfois depuis longtemps sur le territoire. Elles existent, ont été sollicitées et ont travaillé en 1ère ligne en pleine pandémie, sans reconnaissance ni dispositif leur permettant de voir leur travail valorisé et leur séjour régularisé.**

**Pour tenter d'interpeller le gouvernement, 500 personnes sans-papiers ont entamé en mai une grève de la faim et même de la soif en se cousant les lèvres. Elles n'en peuvent plus d'attendre de vagues promesses. Malgré de nombreuses années de lutte à leurs côtés avec bon nombre de collectifs et organisations qui les soutiennent, malgré les manifestations et les pétitions citoyennes, les sans-papiers n'ont toujours pas été entendu·es, ils et elles sont épuisé·es du manque de perspectives politiques engageant les partis progressistes à soutenir leur régularisation.**

**Les sans-papiers demandent simplement de vivre sans avoir faim, dans la dignité et le respect. Comme producteur·ices de richesses, ils et elles ont droit à une protection sociale et un accès au monde du travail. Les Jeunes FGTB rejoignent les revendications des personnes sans papiers, à savoir des critères clairs et permanents pour leur régularisation. Cette édition de Camarade vise à les mettre en lumière.**




# Qui sommes-nous ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle travailleuses et travailleurs et des étudiant·e·s.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun·e puisse jouir de tous les droits en sa qualité de femme et d'homme, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes et tous soient effectifs. Elles et ils agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

# Régularisation, maintenant !

Par Raphaël D'ELIA // Chargé de communication

**Le 2ème « déconfinement des luttes » fut marqué par la lutte acharnée des personnes sans-papiers. Celles et ceux-ci se sont regroupé·es en un collectif, « L'Union des sans-papiers pour la régularisation » (USPR), qui s'est fait connaître à travers l'occupation de trois lieux à Bruxelles : l'église du Béguinage, l'ULB et la VUB.**

Les personnes en situation irrégulière sont les plus exposées à la violence de notre société. Elles constituent la main d'œuvre bon marché, corvéable à merci et silencieuse dont le patronat a besoin pour assurer la production de certains biens et services. Elles ont peu de moyens de se faire entendre : les voies légales classiques telles que porter plainte sont très risquées, le risque de se faire arrêter par la police étant constant.

Le simple fait de se trouver dans l'espace public constitue un danger pour ces personnes qui pourraient être identifiées et appréhendées par les forces de l'ordre. Il va donc de soi que les actions syndicales et manifestations ne sont pas les modes d'action privilégiés ; l'occupation, en plus d'apporter un lieu où se loger et organiser la lutte, apparaît comme un des seuls moyens de se faire entendre. Ces occupations politiques se font régulièrement : on se rappelle notamment de l'occupation des Afghans dans la même église du Béguinage en 2015.

Pour des raisons évidentes, il est difficile d'établir le nombre exact de personnes en situation irrégulière en Belgique mais elles seraient environ 150 000 selon les différentes estimations. C'est un nombre très conséquent et un contingent de travailleur·ses qui joue un rôle particulier dans le système capitaliste. En effet, celles et ceux-ci viennent grossir les rangs de la classe ouvrière mais ne bénéficient pas des mêmes droits que les « locaux », voire d'aucun droit. Leurs salaires sont donc moins importants, iels sont contraint·es de travailler de manière non-déclarée, leurs diplômes ne sont pas reconnus, la grève est quasiment impensable…

Le patronat est donc friand de cette main d'œuvre que ce soit pour assurer le service dans la restauration, le nettoyage chez des particuliers ou encore le travail saisonnier dans les vergers. Cependant, les fédérations patronales se gardent bien d'exprimer un soutien aux demandes des sans-papiers. Il n'est en effet pas dans leur intérêt qu'iels accèdent aux mêmes droits que les autres travailleur·ses, la stratégie de dumping en serait contrecarrée. Il est donc faux de prétendre que les patrons ont intérêt à ce qu'on accueille purement et simplement plus d'immigration, comme l'extrême-droite le prétend parfois. En réalité, leur intérêt est d'accueillir plus d'immigration mais qu'elle reste dans une situation où elle est à leur merci, qu'elle ne jouisse pas des droits sociaux.

En raison de cette absence de droits, les travailleur·ses sans-papiers étaient parmi les plus touché·es par les différents confinements et leurs retombées économiques. En effet, d'une manière encore plus accentuée que pour d'autres travailleur·ses aux statuts précaires, l'arrêt d'une partie de l'économie et l'absence du droit au chômage économique a été une catastrophe. Le gouvernement belge n'a à ce moment rien fait pour améliorer leur sort, contrairement au Portugal qui par exemple avait opté pour la régularisation.

Cette solution paraît pourtant simple mais nos dirigeant·es brandissent souvent le respect de l'État de droit comme un frein à la régularisation. Or, la politique gouvernementale durant la crise sanitaire ne reposait précisément sur aucune réelle base légale. Pire encore, le système de régularisation repose également sur des critères peu clairs voire totalement arbitraires.

La lutte des sans-papiers n'a pas débouché sur des issues favorables, la « zone neutre » ne répond en rien aux revendications et il n'y a pas eu de changement dans la politique de régularisation. Le combat n'est cependant pas fini et notre rôle, en tant que syndicalistes, est d'apporter tout le soutien possible aux collectifs de sans-papiers partout en Belgique, en respectant leur auto-organisation. Dans nos propres structures, nous ne devons cesser d'appuyer leur prise en compte et celle de leurs revendications. Parce que s'en prendre aux travailleur·euses sans papiers revient à s'en prendre à l'ensemble des travailleur·euses !

DOSSIER THÉMATIQUE

# L'Ecole des Solidarités

## Entretien avec Didier Van der Meeren et Pauline Mallet de l'ASBL liégeoise « Monde des Possibles » (MdP).

**Par Isabelle VANDEN BERGHE // Détachée pédagogique**

### Comment est né le projet de l'Ecole des Solidarités (EdS) ?

**Didier :** L'EdS est un projet qui a été impulsé et soutenu par le MRAX en 2014. Il s'agissait de travailler la formation et rassembler les informations sociales utiles aux travailleur·euses sans-papiers (TSP) pour se débrouiller et survivre au quotidien à Bruxelles. A l'époque, il y avait déjà des occupations de TSP qu'il fallait pouvoir accompagner. Le service juridique et le service social du MRAX étaient dédiés à cette fonction. Avec Joseph Burnotte de la Commission Wallonne des Travailleurs Immigrés (CWTI), aujourd'hui retraité, nous avions souhaité aller plus loin que la logique pure de formation, même si elle est toujours fondamentale, et donner à l'EdS une dimension de modification, d'évolution de la structure syndicale sur ces questions. De vraiment réfléchir à comment les différentes Centrales professionnelles concernées par les travailleur·euses migrant·es peuvent s'informer sur cette réalité, comment les personnes migrantes peuvent évoluer au sein de la structure syndicale, être formées à son fonctionnement, à celui de la Centrale, comprendre les rapports de force internes au sein de la FGTB pour justement faire évoluer les questions migratoires et d'asile.

Au début, l'une des toutes premières séances de l'EdS s'est tenue au MdP au 1er étage : il n'y avait pas assez de place, on était les un·es sur les autres mais il y avait là déjà des représentant·es de la Centrale Générale, des Métallos. Quelques personnes qui avaient un peu bougé sur ces questions. C'est probablement ça qu'il faudrait aujourd'hui réactiver et faire évoluer, car l'EdS a concentré ses efforts sur une logique davantage formative depuis lors. Cette logique répond à un véritable besoin car il y a parfois 60 à 80 personnes en séance mais elle éloigne du projet initial : former dans les deux sens, à sensibiliser les un·es aux questions migratoires et d'asile, les autres de comprendre la réalité, la démocratie interne de notre structure syndicale…

Ces questions sont fondamentales pour aller plus loin et travailler spécifiquement avec des personnes qui sont intéressées parce que le problème est que les TSP, on le voit bien dans les occupations, c'est la pyramide de Maslow. Leurs besoins fondamentaux ne sont pas rencontrés ; demander de passer dans une logique de plaidoyer alors qu'elles ne sont pas satisfaites dans leurs besoins primaires est illusoire. Et voir comment, avec des personnes qui ont pu se stabiliser, travailler cette logique de plaidoyer pour que dans la CWTI ou d'autres structures et espaces de concertation, les personnes migrantes puissent prendre la parole et être à la hauteur du principe « nothing about us without us ». Qu'elles soient partie prenante de leur lutte et qu'elles soient au cœur de celle-ci.

***« L'objectif est de réunir les forces […] pour trouver des solutions collectives aux problématiques individuelles. Se mettre en réseau est vraiment essentiel. C'est aussi tenter de redonner un peu de dignité en donnant la parole à ces personnes et de servir de mémoire collective. »***

### Comment est organisée l'EdS à Liège ?

**Pauline :** Par 3 structures : le CEPAG, Promotion & Culture et le MdP. L'intérêt de travailler ensemble est de nous compléter, de croiser nos idées et nos forces. Il y a plus ou moins 150 personnes qui sont venues individuellement depuis 3 ans, à raison de 20 à 80 par séance mensuelle.

### Quels sont les thèmes globaux sur lesquels s'articule l'EdS ?

**P :** Depuis 5 ans, on essaie de travailler sur 4 axes : l'accès au séjour, au logement, à l'emploi et à la santé. C'est généralement autour de ces 4 thématiques que s'articulent les séances et on essaie de faire un programme en fonction des préoccupations principales des gens qui fréquentent l'EdS qui sont pour 80 % des TSP, sinon des demandeur·euses d'asiles qui sont hébergé·es dans les centres de la Croix Rouge. Ce sont des personnes qui passent généralement par la formation Dazibao du MdP qui prépare les demandeur·euses de protection internationale à la sortie des centres d'accueil. Dans ce cadre-là, on les emmène à l'EdS pour faire le lien avec les réseaux existants et puis ce sont les ancien·nes qui ont suivi la formation qui intègrent l'EdS parce qu'ils et elles se sont déjà inscrit·es dans ces réseaux de soutien et militants.

### Qu'est-ce que l'EdS apporte qui ne se faisait pas avant ?

**P :** Selon moi, l'EdS constitue un lieu de réunion indispensable entre ces personnes qui sont très isolées, chacune retranchée dans des logements instables, très invisibilisées puisqu'elles ne peuvent pas faire connaitre leur situation facilement. Le gain apporté par l'EdS, est de créer ce lieu de rencontre, où on peut dévoiler des situations d'exploitation économique, orienter vers des formations, débloquer une demande d'aide médicale urgente, etc. L'objectif est de réunir les forces des participant·es elles-mêmes, du syndicat, des ASBL et militant·es pour trouver des solutions collectives aux problématiques individuelles. Se mettre en réseau est vraiment essentiel. C'est aussi tenter de redonner un peu de dignité en donnant la parole à ces personnes et de servir de mémoire collective. Nous aimerions travailler cette année à compiler toutes les infos pour servir de mémoire écrite de la lutte liégeoise autour du combat des TSP.

### Est-ce qu'une dimension encore plus large, plus collective est possible pour l'EdS ?

**P :** Le développement d'autres implantations de l'EdS en Wallonie est déterminant. C'est le cas à Mons, Verviers, Charleroi et Bruxelles. Nous espérons que cela permettra d'essaimer la pratique liégeoise d'affiliation gratuite des TSP à la FGTB. A Liège, l'EdS contribue à faire levier pour

un changement de politique migratoire par le biais de la structure syndicale et en participant à des réseaux comme le « Collectif liégeois de soutien aux sans-papiers », en collaboration avec la La Voix des Sans Papiers (VSP) de Liège. Par ce biais, on fait participer les TSP directement aux débats et aux rencontres politiques. Cela suppose une préparation à la prise de parole publique, une structuration de l'argumentaire, pour renforcer aussi un front commun indispensable.

Sur l'implication plus pratique de l'EdS au sein de la structure syndicale, le module « migration » développé par « Promotion et Culture » est présenté régulièrement à différentes Centrales. Il s'agit d'un outil efficace et important pour l'EdS, qui repose sur des données factuelles mais aussi sur un échange direct entre les membres des Centrales et des TSP qui y sont invité·es.

## Est-ce que des projets dépassent les murs de l'EdS ?

**P :** Il y a la possibilité pour les TSP d'acquérir de nouvelles compétences, comme le collectif de création textile Atemos qui, au plus fort de la crise, a fabriqué des centaines de masques en tissu. Cette expérience a été soutenue par l'EdS durant le confinement. Depuis, ces femmes se sont constituées en ASBL, ce qui donne une nouvelle envergure au projet. Cet aspect « tremplin » de l'EdS est important : servir de passage, de levier pour l'accès aux droits.

## Avez-vous d'autres exemples d'avancées concrètes?

**D :** C'est tout l'enjeu, conjointement à la dimension idéologique politique forte, de pouvoir considérer ces personnes comme des travailleur·euses qu'elles sont de facto, pouvoir les reconnaitre en tant que telles. Cette année, l'EdS a été remarquable sur la campagne de soutien à M. Marouf.

**P :** Ce monsieur venait de terminer ses études d'infirmier et nous a contacté en nous disant « je suis infirmier, je viens de terminer, et j'ai une promesse d'embauche ». Il nous a envoyé ses documents et on s'est dit qu'on allait tenter le coup d'introduire, en parallèle de sa demande de régularisation, une demande de permis unique qui permet d'avoir un permis de travail puis un permis de séjour. M. Marouf était partant de tenter l'expérience, c'est comme ça qu'on a constitué un petit groupe pour porter ce dossier avec la FGTB, la CSC, le secteur de l'intégration. Le dossier a été refusé une 1ère fois, puis a été accepté en recours devant la ministre Morreale, grâce notamment à l'entremise de la FGTB. D'où l'intérêt qu'on soit uni·es dans cette EdS parce que ça permet de faire bouger les contacts de chacun·e. Une fois qu'il a obtenu son permis de travail, le dossier a été envoyé à l'Office des Etrangers et comme on pouvait le craindre, il a été refusé sur le permis de séjour, ce qui nous a permis d'introduire un autre recours pour que le juge se positionne et, dans l'attente d'une décision pour faire jurisprudence, l'Office des Etrangers nous a court-circuité en régularisant M. Marouk. Ce qui est une victoire importante pour la reconnaissance des compétences et de l'existence des TSP !

La revendication est désormais de leur ouvrir l'accès au permis unique et aux formations du Forem ou d'Actiris. La Région Wallonne fait énormément d'efforts, mais les obstacles sont également de taille et nous avons besoin du soutien de tou·tes, employeur·euses comme travailleur·euses.

## Comment les Jeunes FGTB pourraient continuer à vous être utiles ?

**Pauline et Didier :** Nous avons besoin de soutien. Les TSP de Liège et de toute la Wallonie attendent que les Jeunes FGTB appuient le sujet dans les instances syndicales wallonnes.

DOSSIER THÉMATIQUE

# 100PAP

**Alessandra VITULLI // Chargée de communication**

**Proposer des solutions de logement durables aux sans-papiers en mobilisant les belges autour d'un produit cher à leur cœur ; c'est le projet audacieux de la *100PAP*, une bière solidaire née il y a 4 ans au sein de l'ASBL *Bruxelles Initiatives*. Le projet est porté par une dizaine de bénévoles passionné·es de houblon et assoiffé·es de justice sociale. Nous en avons rencontré un : il s'appelle Laurent et nous raconte l'aventure *100PAP*.**

Crédit photo : Stéphane Samyn

« L'histoire est partie d'un groupe d'ami·es qui se retrouvaient dans un bar. La conversation a dévié sur les sans-papiers et sur une manière de les aider. C'est en attendant les bières commandées que l'idée leur est venue : "Eh mais on est en Belgique, pourquoi on ne vendrait pas de la bière ?" », nous explique Laurent qui a rejoint le projet un peu plus tard.

Le projet entend soutenir les sans-papiers en actionnant un levier précis : celui du droit fondamental au logement. Laurent nous explique les raisons de ce choix : « On n'est pas les seul·es à les aider ; il y a d'autres associations qui agissent au niveau de l'alimentation ou des démarches administratives par exemple. Leur préoccupation principale, c'est d'avoir des papiers et d'être régularisé·es. Nous, on a considéré que pouvoir vivre dans les meilleures conditions possibles, ça aide aussi dans ces démarches-là. »

En effet, la précarité et le caractère temporaire des solutions de logement généralement accessibles aux sans-papiers rendent compliqué le développement d'un projet de vie. Ces conditions difficiles et incertaines réduisent également les possibilités permettant de s'organiser pour revendiquer ses droits. Les bénéfices générés par les ventes de la *100PAP* permettent de lutter contre cette précarité en matière de logement puisqu'ils servent au payement des charges, des assurances et des frais de travaux des logements occupés par plusieurs collectifs de sans-papiers. S'organiser collectivement pour occuper des bâtiments, c'est ce qui permet à de nombreux·ses sans-papiers de mener à bien leur combat politique et juridique. Mais sans ressource financière, la menace d'une expulsion du bâtiment est toujours là.

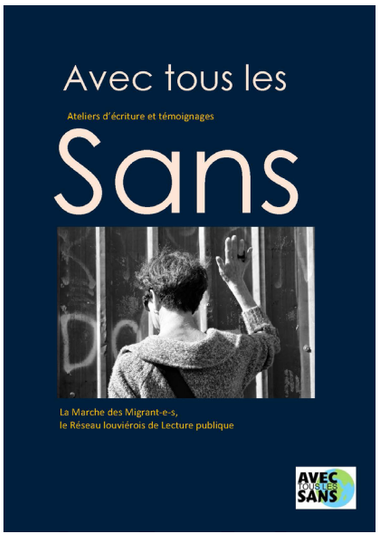
Et c'est là que la *100PAP* intervient : « On vient en aide aux sans-papiers qui ont déjà un logement avec un contrat d'occupation précaire. Ils et elles ont donc légalement le droit de rester dans le bâtiment à condition d'en prendre soin et de payer les charges. Nous, on arrive avec notre projet en leur annonçant qu'on a des moyens financiers pour elles et eux. On prévient les collectifs de l'enveloppe annuelle qu'on a. On intervient ensuite financièrement au fur et à mesure, en fonction des demandes et des besoins de chaque collectif ou de chaque occupation. On ne répartit pas nos bénéfices de manière égale entre les différents collectifs parce qu'il y a plein de facteurs qui entrent en jeu : ils et elles ne sont pas dans les mêmes bâtiments, n'ont pas les mêmes besoins. »

Pour évaluer cela, les bénévoles n'hésitent pas à consulter les sans-papiers directement. Une réunion est organisée avec les représentant·es des collectifs au moins une fois par trimestre, afin de leur exposer l'évolution du projet et les chiffres de vente mais aussi afin de connaître leurs besoins. Ces représentant·es sont elleux-mêmes des sans-papiers qui vivent dans les bâtiments occupés. « C'est un moment privilégié avec elles et eux mais ils et elles peuvent aussi nous faire des demandes à tout moment. On leur rend visite régulièrement. Ça nous permet de constater l'état des bâtiments et de prévoir d'éventuelles réparations », nous explique Laurent.

Récemment, la grève de la faim menée par les sans-papiers du Béguinage, de l'ULB et de la VUB nous a encore démontré que les politiques inhumaines et excluantes à l'égard de ces citoyen·nes perdurent, ne faisant que renforcer leur isolement et les mettre en danger. Pour Laurent, « les sans-papiers sont en train de réaliser des actions choc pour qu'on prenne cette problématique en charge mais la réalité, c'est qu'ils et elles sont dans la merde tout le reste du temps aussi ». A ce titre, la *100PAP* reste un projet – malheureusement – plus que nécessaire. Lui souhaiter une « longue vie » relèverait du paradoxe mais on espère, au moins, qu'il rencontrera encore beaucoup de succès dans ses ambitions futures. Et on nous glisse d'ailleurs dans l'oreille qu'un soft *100PAP* pourrait prochainement voir le jour. Affaire à suivre, donc…

***La 100PAP est une Pale Ale aux touches exotiques et épicées, brassée par la Brasserie de la Senne. Pour t'en procurer, n'hésite pas à te rendre dans un des nombreux points de vente ou à passer commande directement sur le site internet. Tu peux aussi la déguster dans plein de bars et de lieux culturels. Toutes les infos se trouvent sur 100pap.be !***

DOSSIER THÉMATIQUE




# « Avec tous les sans »

## Un livre sur les précarités sociales

La Marche des Migrant.es de la région du Centre et le Réseau louviérois de Lecture publique ont initié un projet innovant d'ateliers d'écriture, d'interviews, de récoltes de témoignages de personnes sans emploi, sans papiers, sans abri, de travailleuses et de travailleurs sociaux, de militant.es qui agissent contre toutes les formes d'exclusion.

Des personnes à qui la parole est rarement donnée et qui ont pu exprimer leur réalité, leur quotidien, leur colère, leur incompréhension, mais aussi leurs rêves, leurs aspirations pour un demain meilleur. Le livre « Avec tous les sans » rassemble tous ces écrits et témoignages. Autant d'histoires que de vies bouleversées, bouleversantes, où les personnes précaires sont victimes du même système et doivent plus que jamais s'unir et lutter ensemble pour une égalité des droits entre toutes et tous, pour une justice sociale et migratoire.

« Avec tous les sans » contient également une analyse croisée des politiques sociales et migratoires menées depuis plusieurs dizaines d'années. Beaucoup de mesures ont fragilisé la vie des demandeuses et demandeurs d'asile, des chômeuses et chômeurs indemnisé.es, des personnes en Revenu d'Intégration Sociale, des sans-papiers... Dans cette dernière partie du livre, la Marche des Migrant.es propose d'unir les forces sociales dans un combat commun pour une répartition équitable des richesses. En imposant les grosses fortunes, en combattant efficacement la fraude fiscale, en décidant d'un impôt plus juste, il serait tout à fait possible que toutes et tous, nous puissions vivre mieux. Battons-nous donc toutes et tous ensemble pour obtenir des droits qui permettraient à tout le monde d'avoir un bon logement, un accès de qualité à l'éducation, aux loisirs, à la culture et aux soins de santé. En prenant l'argent là où il se trouve et en l'utilisant pour renforcer les services publics, il y aurait aussi moyen de créer des emplois de qualité, accessibles à toutes et tous, qui seraient en même temps utiles socialement et écologiquement.

**« Avec tous les sans » est vendu au prix de 10 euros au profit des actions de solidarité menées par la Marche des Migrant.es**

**Commandes : marchedesmigrants@skynet.be**

EN RÉGIONALES

# Entretien à l'Occupation de la Gécamines

**Propos recueillis par Miguel SCHELCK // Permanent Jeunes FGTB Bruxelles**

**Rim est une ancienne travailleuse sociale. Elle est l'une des pionnières dans l'occupation de bâtiment vide par et pour des personnes sans-papiers. Il y a deux ans, elle a quitté son emploi pour s'installer avec son compagnon (lui aussi ancien travailleur social) et ses enfants dans une occupation qu'iels avaient lancée au Sablon. Iels ont travaillé à solidifier le groupe afin d'en faire un collectif solidaire et autogéré.**
**Désormais, iels occupent depuis plusieurs années un bâtiment vide appartenant à la Gécamines, l'ancienne société générale des carrières et des mines, qui a joué un rôle actif dans la colonisation du Congo.**

### Qui sont les habitant·es du Bâtiment de la Gécamines, situé à Watermael-Boitsfort ?

Notre groupe s'est constitué il y a maintenant un peu plus de deux ans au Sablon. Ce sont principalement des personnes qui viennent d'Afrique du Nord, d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'ouest. Ce sont majoritairement des mamans seules avec des enfants et quelques personnes isolées. À la base, on était une cinquantaine – enfants compris. Depuis, trois familles ont été régularisées et ont pu aller vivre ailleurs.

### Comment vous organisez-vous pour que la cohabitation se passe bien ?

Les personnes avec des revenus ont cotisé pour acheter une camionnette. Avec elle, on fait de la récup de mobiliers et de nourritures qu'on partage ensuite avec tou·tes les habitant·es. On organise parfois des repas collectifs, surtout lors d'évènements tels que l'anniversaire d'un·e occupant·e. Pour ce qui est de la gestion des conflits, des décisions qui nous concernent tou·te·s ou de gros achats, on organise des réunions tou·te·s ensemble. Au début, elles étaient hebdomadaire mais maintenant on le fait seulement quand c'est nécessaire. On a également une caisse solidaire où chacun·e met selon ses propres moyens, sa situation familiale, l'espace de la chambre qu'iel occupe, etc.

### Quelles sont vos relations avec la Gécamines, la commune et le voisinage ?

Avec le propriétaire, c'est compliqué. Il a directement pris un avocat et a entamé une procédure au tribunal de paix d'Etterbeek pour nous expulser. On est toujours en attente du jugement. Heureusement, on a de bons contacts avec la commune : le Bourgmestre nous soutient publiquement et on a de très bons liens avec certain·es conseiller·ères communaux·ales. Les voisin·es nous apportent majoritairement du soutien aussi. C'est super ! Même avec la police communale ça se passe bien.

## Quelles sont vos attentes par rapport à cette occupation ?

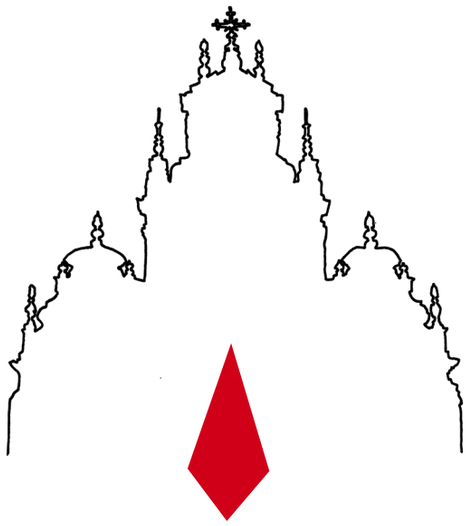
On ne veut pas se retrouver à la rue alors que ce bâtiment va rester vide encore des années... On espère réussir à négocier une convention de durée illimitée conditionnée à un projet sur le bâtiment. On espère y arriver rapidement car sans stabilité on a du mal à se projeter et à prendre des décisions importantes. Par exemple, les mamans hésitent à changer leurs enfants d'école. Elles ont peur de les inscrire à Watermael-Boitsfort puis qu'on les mette à la rue. Dans un coin de notre tête, il y a toujours cette pression, cette menace de se trouver dehors. Et celle-ci nous empêche de nous poser. Même moi j'ai encore des cartons que je n'ai pas déballés. Je me dis que ça ne sert à rien, que de toute façon on va peut-être bientôt devoir repartir. On peut même rester dix ans : sans convention, psychologiquement, il n'y a pas de stabilité et on ne se sent pas en sécurité.

## Quels sont les arguments que vous avez donné à la Gécamines pour rester ici ?

On leur a expliqué à quel point c'était bénéfique pour eux : que notre occupation peut permettre de faire sauter certaines taxes sur le bâtiment, qu'un immeuble de bureaux vide, ça coûte de l'argent car le propriétaire doit gérer le gardiennage, l'entretien des pelouses, de la tuyauterie... et la consommation de charges. Tant qu'on est là, on garantit de prendre soin du bâtiment, de l'entretenir et de prendre à notre coût les charges. Surtout, on garantit de partir le jour où la convention prend fin.

## Au-delà de l'occupation qui est déjà en soi un acte politique, participez-vous à d'autres mouvements ?

On participe à toutes les actions qui touchent à la question migratoire et aux mouvements des sans-papiers. L'occupation du Béguinage, par exemple, a été réfléchie et lancée depuis l'occupation du Sablon où nous habitions. On est également impliqué·e dans l'accès à la culture. On a toujours mis dans nos occupations des locaux à disposition d'artistes qui n'ont pas d'endroit où répéter. On partage nos locaux avec des collectifs impliqués autour de la question sociale, comme la Brigade de Solidarité Populaire de Watermael-Boitsfort.



***« Ce sont les politiques qui poussent à la grève de la faim, et c'est scandaleux d'en arriver à des situations où l'on ignore le fait que des gens mettent leur vie en danger pour avoir accès à des droits »***

## Comment est-ce que tu as vécu la récente grève de la faim ?

Déjà lors de la grève de la faim en 2009, j'avais émis des réserves quant à ce moyen d'action parce qu'on n'en sort pas indemne. Les personnes se mettent en danger pour des papiers. C'est fou. Mais j'ai toujours respecté leur choix et quand il y a besoin d'un coup de main, on est là pour soutenir et aider. Ce sont les politiques qui poussent à ça, et c'est scandaleux d'en arriver à des situations où l'on ignore le fait que des gens mettent leur vie en danger pour avoir accès à des droits.

## Concrètement, comment peut-on soutenir l'occupation en cours ici à la Gécamines ?

On a tout ce qu'il faut pour subvenir à nos besoins vitaux, mais on souhaite interagir avec l'extérieur. C'est cela qui nourrit l'occupation. On a besoin de soutiens politiques, militants. Ici, on est que trois à avoir choisi de venir par conviction. Les autres, ce n'est pas un choix. C'est une situation de précarité qui les ont poussé·es à ça. Iels ont d'autres choses à faire que de militer. Une maman seule avec un ou plusieurs enfants passe sa journée à assurer leurs besoins ; elle n'est pas venue en Belgique pour militer. On ne peut pas leur demander ça. On a donc besoin de gens qui nous apportent un soutien militant, qui seront présent·es à chaque fois qu'il y aura des tentatives d'expulsion, qui parlent de nos luttes. [Acal, son bébé de 1 an et deux mois, commence à pleurer]. On a également besoin de gens qui viennent s'occuper de nos enfants, qu'on souffle un peu [rires].

**Les Jeunes FGTB Bruxelles organisent par ailleurs un événement en collaboration avec l'occupation de la Gécamines, les « Classes de luttes ». Il s'agit d'une journée militante de débat, de discussions et de concerts. Vous retrouverez toutes les informations et modalités d'inscription sur notre event facebook.**

EN RÈGIONALES

# #DefendKurdistan

**Par Quentin COURTOIS // Permanent Jeunes FGTB Verviers**

Le 24 avril, La Turquie a lancé une offensive dans le Nord de l'Irak. Depuis lors une guerre se joue là-bas dans le silence médiatique et diplomatique européen. La Turquie attaque et sort de ses frontières en toute impunité. Malgré les différentes violations du droit internationale, la Turquie reste impunie. Pourquoi ? Seraient-ce les différents intérêts économiques, notamment ceux liés à l'industrie de l'armement, entre l'Europe et la Turquie ? Serait-ce le risque que la Turquie ouvre ses frontières aux migrant·e·s en cas de sanctions par les institutions européennes ?

Dans tous les cas, ce n'est pas de leur propre initiative que ces institutions bougeront. C'est en médiatisant les agissements de la Turquie que l'on peut les mettre face à leur inaction et espérer que les institutions diplomatiques et européennes fassent leur travail.

C'est dans ce cadre que j'ai rejoint au Kurdistan irakien, en juin dernier, une délégation internationale composée d'une centaine d'européen·nes de la société civile. Nous formions une délégation diplomatique venue exiger la fin de l'agression Turque et rompre le silence médiatique européen. Nous avons lancé l'initiative #DefendKurdistan (cf. Twitter, Facebook et Instagram) dans ce but. Nous étions surtout présent·es pour amener un discours de paix et d'unité kurde face à la Turquie.

Le voyage fut assez intense. Nous pouvions sentir le poids politique et économique de la Turquie sur le Kurdistan irakien, que ce soit en zone alliée ou ennemie, comme par exemple lors de la deuxième partie du voyage à Souleimaniye. Nous avions prévu une conférence de presse dans notre hôtel. Il y avait des banderoles dénonçant l'agression turque. Nous étions confiant·es car le contexte politique général nous était favorable. Cependant, dès que le manager a remarqué nos banderoles, nous avons été invité·es à faire notre conférence de presse sur le trottoir, hors de l'hôtel. J'appris plus tard que ce sont ses liens avec la Turquie qui l'avaient poussé à faire ça.

Différents médias ont couvert notre délégation, principalement allemands. Cela a permis de donner de la visibilité à ce sujet. La guerre est toujours en cours et cette délégation a eu peu d'impact sur le conflit. Sa grande réussite tient dans la diminution du risque de conflit entre les kurdes pro-Erdogan et les kurdes qui se battent pour la libération du peuple.

EN RÈGIONALES

# Le projet « Friskot » de Liège

**Par Lison DESSARD // Permanente Jeunes FGTB Liège**

Les Jeunes FGTB ont lancé dans le quartier St Léonard de Liège un kot-à-projet, « le Friskot ». Cette initiative date de 2017. Les personnes qui ont des excédents alimentaires ou les magasins qui ont des invendus les amènent au frigo ; les personnes qui en ont besoin se servent. C'est une réponse solidaire, économique et écologique pour lutter contre le gaspillage alimentaire et les inégalités sociales.

Les objectifs du Friskot sont multiples et ne se limitent pas à la réduction du gaspillage alimentaire : nous voulons également créer du lien social en favorisant les échanges entre les habitant·es du quartier. En effet, il est important pour nous de nous inscrire dans la mouvance citoyenne et de promouvoir des valeurs de solidarité et de vivre-ensemble.

En Wallonie, 23 kg de nourriture en moyenne sont gaspillés chaque année par les citoyen·nes. Le projet est né du constat qu'il était possible de diminuer le gaspillage alimentaire tout en proposant une alternative solidaire. Cette initiative sociale avait déjà vu le jour à l'étranger, notamment à Berlin et à Londres.

Le projet, initié et soutenu par la Centrale Jeunes de la FGTB Liège-Huy-Waremme, entend favoriser la mise en place d'alternatives citoyennes et militantes au sein de la ville de Liège. Par ailleurs, le projet étoffe l'offre de logements accessibles pour étudiant·es. Pour ce faire, les Jeunes FGTB Liège-Huy-Waremme ont réalisé un partenariat avec « les Tournières », une coopérative liégeoise d'investissements immobiliers éthiques et solidaires, afin de proposer aux étudiant·es un loyer décent.

Les Jeunes FGTB Liège-Huy-Waremme veulent permettre aux étudiant·es de devenir des acteur·trices critiques, solidaires et responsables de la société tout en développant des compétences en parallèle de leurs études (gestion de projet, travail en équipe, insertion dans la vie associative…).

**Le Friskot ré-ouvre ses portes à partir de fin septembre, du lundi au vendredi de 18h à 19h. Une toute nouvelle équipe de bénévoles vous y accueillera. N'hésitez-pas à pousser la porte de notre demeure. Consultez nos pages Facebook et Instagram pour connaître les dernières mises à jour, les horaires d'ouverture, les évènements et la liste des aliments mis à disposition.**

**Le Friskot // Rue Saint-Léonard, 332 – 4000 Liège**

**friskotlg@gmail.com**

**@FriskotLg**

**@friskot_liege**

**www.fgtb-liege.be/kot/**

**Plus d'infos ? Lison Dessard : 02 221 97 05 | 04 97 80 97 03**

CONTRIBUTION EXTERNE

# Avec ou sans papiers, mêmes combats !

Par Sidi KATUMWA // Collaborateur CEPAG

En Belgique, la situation administrative des étranger·ères se caractérise par une pluralité des statuts et titres de séjour, des procédures et des acteur·ices institutionnel·les compétent·es qui déterminent l'étendue de leurs droits. Les étranger·ères se retrouvent très souvent face à une grande insécurité juridique accentuée encore par le large pouvoir d'appréciation laissé à l'Office des étrangers par la loi de 1980 qui décide par exemple de détenir ou non une personne en centre fermé.

À l'instar de nombreux pays membres de l'union européenne, les politiques migratoires belges ont pour conséquence la dégradation des conditions d'accès et de séjours des populations de nationalités étrangères, les unes plus précaires que les autres. Parmi ces personnes, les « sans-papiers »[1] se trouvent tout en bas de l'échelle des discriminations.

Il importe de prendre en compte, individuellement et collectivement, les sans-papiers confronté·es à des atteintes concrètes à leurs droits dans leur quotidien. La FGTB a pris la décision d'affilier ce public très particulier. Les affilier, c'est avant tout être au plus près de leurs réalités en veillant particulièrement à ne pas les « compartimenter ». Par exemple, une femme peut être à la fois sans papiers, jeune et sans emploi. Prendre en compte la situation de cette dernière implique de trouver la bonne articulation entre ses différentes dimensions.

Cette question de non compartimentage amène à pouvoir se demander quels profils parmi les publics visés nous arrivons encore à toucher via les différents services interprofessionnels des régionales, les centrales professionnelles, les associations et services extérieurs qui sont en contact avec les travailleur·euses sans emploi.

Poser ces questions, c'est interroger l'articulation que nous faisons entre le volet services et le volet éducation permanente dans les relations que nous établissons non seulement avec le public « sans-papiers » mais aussi avec tous nos publics.

En effet, prenons par exemple les différentes mesures prises contre les allocataires sociaux : par pallier, de façon graduelle et en veillant à ne pas toucher tout le monde en même temps. C'est ainsi qu'en 2001-2002, lorsque les bénéficiaires du revenu d'intégration ont été « activé·es », les chômeur·euses et les travailleur·euses ne se sont pas imaginé·es qu'ils et elles seraient aussi concerné·es alors que « l'activation » fonctionne à plein régime !

Les ripostes contre ces mesures antisociales se sont toujours faites sans liaison entre elles et par conséquent sans l'ensemble du monde du travail. Résultat ? La précarité s'est confortablement installée dans la vie des travailleur·euses avec ou sans emploi/papiers.

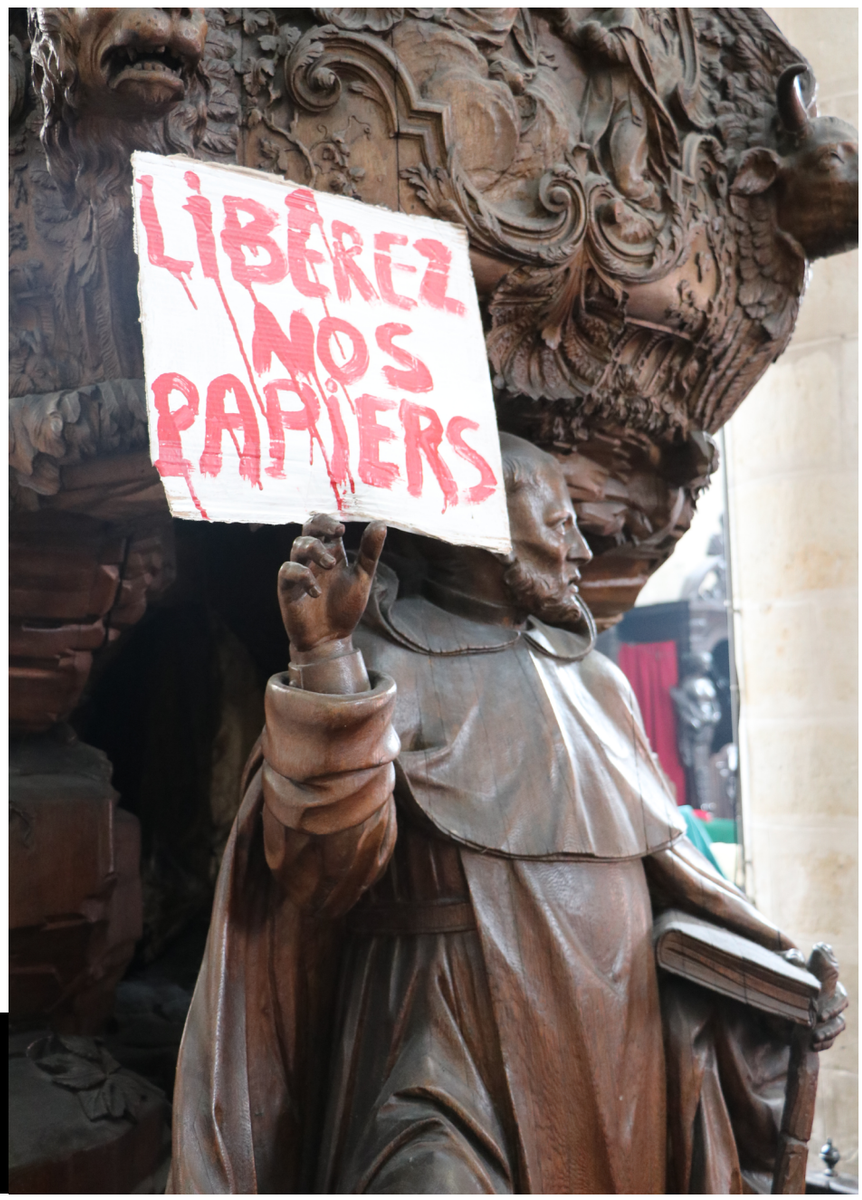
Autre exemple en février 2018 : le gouvernement Michel proposait de permettre à la police d'entrer chez des particulier·ères pour interpeller des personnes en séjour illégal en Belgique.

Objectif : exécuter un ordre de quitter le territoire, accélérer la procédure de retour des personnes ciblées à savoir les « sans-papiers ». Suite à une forte mobilisation, le projet a été retiré mais…

En juin 2021, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration Sammy Mahdi (CD&V) a présenté une note d'orientation au gouvernement. Celle-ci évoque un « droit de visite » qui permettrait à la police, munie d'un mandat d'un juge d'instruction, d'entrer dans une maison où séjournent des sans-papiers qui refusent de quitter le territoire. À ce stade il ne s'agit que de discussions au sein du gouvernement, mais faut-il rappeler que si elles aboutissent à une loi, celle-ci concernera toute la population et pas seulement les « sans-papiers », chaque citoyen·e pouvant être soupçonné·e d'en héberger.

**Défendre les droits des « sans-papiers », c'est défendre toutes les travailleuses et tous les travailleurs.**

**Une seule solution : la régularisation !**




1 Le qualificatif « sans-papiers » désigne toute personne qui n'a pas – ou plus – de titre de séjour lui permettant de résider de façon régulière sur le territoire belge. Nous préférons ce terme à « clandestins » ou « illégaux » qui renverraient à un imaginaire plus péjoratif.

# Chope tes allocs



Ces dernières années, les conditions d'accès aux allocations d'insertion ont été de plus en plus restreintes par les gouvernements successifs. Aujourd'hui, de nombreux·ses jeunes, dont beaucoup de femmes, se retrouvent privé·es d'allocations d'insertion et encore plus précarisé·es. Celles et ceux qui effectuent des études de longue durée sont pénalisé·es. De plus, comment chercher de l'emploi sans ressource financière permettant d'assumer le coût des impressions de documents, des déplacements, des tenues, etc. ? Par ailleurs, les jeunes se retrouvent contraint·es d'accepter des jobs mal payés, ubérisés ou sous-qualifiés, aux statuts précaires, et représentent alors une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci pour le patronat. Priver les jeunes d'allocations d'insertion, c'est les priver du seul tremplin financier dont iels disposent pour s'émanciper. Ces restrictions des conditions d'accès aux allocations d'insertion sont purement et simplement inadmissibles.

Pour combattre cela, les Jeunes FGTB ont accompagné un nombre important de jeunes dans des recours en justice qui ont récemment porté leurs fruits et lancent aujourd'hui une nouvelle campagne visant à abolir ces réglementations injustes.

## Limitée à l'âge de 25 ans

Anciennement, la demande d'allocation d'insertion devait être formulée avant les 30 ans du ou de la demandeur·euse d'emploi. Mais depuis 2014, cette limite d'âge a été diminuée à 25 ans. De ce fait, si un·e jeune a plus de 25 ans à la fin de son stage d'insertion, iel ne pourra pas recevoir d'allocations d'insertion.

## Limitée à une durée de 3 ans

De la même manière, alors que les allocations d'insertion étaient auparavant illimitées dans le temps, elles sont maintenant limitées à une durée de 3 ans pour les cohabitant·es et à l'âge de 33 ans pour les personnes isolées et les cohabitant·es avec charge de famille. Passé ce délai, l'ONEM coupe ce revenu aux demandeur·euses d'emploi qui s'en retrouvent alors privé·es du jour au lendemain, souvent sans aucune autre forme de rentrée financière.

## Chope tes allocs !

Si tu te trouves dans une de ces deux situations, n'hésite pas à nous contacter pour combattre cette injustice ! De nombreux·ses jeunes aidé·es par la FGTB ont pu faire valoir leurs droits grâce à un recours en justice et bénéficier des allocations d'insertion qui leur étaient jusque-là refusées.

**Pour plus d'infos : jeunes@jeunes-fgtb.be**

**Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.**

**Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.**

**Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.**

CAMARADE !

**Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.**

*communicationjeunes@jeunes-fgtb.be*

JEUNES FGTB


**Secrétariat général des Jeunes FGTB**

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

**Bruxelles**

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552.03.63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

**Brabant Wallon**

Rue du Géant, 4 Boite 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

**Centre**

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

**Charleroi**

Boulevard Devreux, 36-38 – 6000 Charleroi
071/64 12 16
nadia.verley@fgtb.be

**Liège**

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

**Luxembourg**

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24.22.59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

**Mons-Borinage**

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32.38.83
mons@jeunes-fgtb.be

**Namur**

Rue St Nicolas 84, 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

**Verviers**

Pont aux Lions 23, Galerie des
Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

**Wallonie-Picarde**

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be



Un journal des Jeunes FGTB

camarade.be @CamaradeWebMedia

Editeur responsable : Jeunes FGTB – 42, rue Haute 1000 Bruxelles

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

@ninanarchist s291nina@hotmail.com